



CRÉATEUR  
D'INNOVATIONS  
SOCIALE

**Donner aux jeunes les moyens de  
réussir leur transition vers l'emploi**

*Moderniser les politiques publiques pour une  
économie en transformation*

Mémoire présenté à Emploi et développement  
social Canada

Dans le cadre de la consultation Bâtir un Canada fort ; les  
jeunes sur le marché du travail  
*Janvier 2026*

**RCJ•EQ**

RÉSEAU  
DES CARREFOURS  
JEUNESSE-EMPLOI  
DU QUÉBEC



# Introduction

La consultation fédérale sur le chômage des jeunes survient à un moment charnière. Partout au Canada, les jeunes font face à une détérioration rapide de leurs conditions d'insertion sur le marché du travail, alors même que l'économie traverse une période de transformation profonde, marquée par l'automatisation, la transition numérique, les pénuries de main-d'œuvre qualifiée et une montée généralisée de la précarité.

Cette hausse du chômage des jeunes ne peut toutefois être analysée isolément. Elle s'inscrit dans un contexte plus large où les besoins psychosociaux explosent, où la pauvreté et l'insécurité alimentaire progressent, où l'accès au logement se détériore et où la santé mentale des jeunes est fortement fragilisée. Pour de nombreux jeunes, les difficultés d'accès à l'emploi s'additionnent à des enjeux de détresse psychologique, d'endettement, de précarité résidentielle ou de rupture scolaire, complexifiant considérablement leurs parcours d'insertion socioprofessionnelle.

Or, ces réalités sont encore trop souvent abordées en silos par les politiques publiques. Les mécanismes d'emploi, de formation, de soutien du revenu et de services psychosociaux demeurent largement cloisonnés, alors que les parcours de vie des jeunes sont désormais non linéaires, fragmentés et marqués par des transitions multiples. La transformation rapide du marché du travail ne pénalise donc pas uniquement les jeunes par accident ; elle révèle un angle mort structurel des politiques publiques, conçues pour un marché stable et prévisible qui n'existe plus. Sans intervention ciblée et structurante, le Canada risque de voir émerger une génération durablement fragilisée, coincée entre emplois précaires, automatisation des postes d'entrée et absence de premières expériences professionnelles structurantes.

Dans ce contexte, le rôle du gouvernement fédéral est déterminant. Même si, au Québec, une part importante des investissements fédéraux en matière d'emploi transite par des ententes bilatérales dont les modalités sont négociées avec le gouvernement provincial, le palier fédéral conserve un levier stratégique majeur pour orienter les priorités, sécuriser les investissements destinés aux jeunes et maximiser l'impact des fonds publics. Les choix effectués à Ottawa influencent directement la capacité des systèmes provinciaux à répondre adéquatement aux réalités des jeunes.

Par ailleurs, la multiplication des investissements publics dans des secteurs stratégiques tels que l'énergie, les minéraux critiques, les technologies avancées ou la défense ne produira ses pleins effets que si elle s'accompagne d'un investissement équivalent dans le développement des compétences et dans l'accompagnement des jeunes vers ces nouvelles opportunités. Investir dans l'économie sans investir dans les parcours humains qui la rendent possible constitue un risque économique et social majeur.

Enfin, il importe de déconstruire certains mythes persistants. La hausse du chômage chez les jeunes ne peut être expliquée par l'immigration. Elle s'explique d'abord par la raréfaction des emplois d'entrée, la transformation des compétences requises, la précarisation des conditions de travail et l'inadéquation croissante entre les besoins du marché et les mécanismes actuels d'accompagnement. Opposer les jeunes aux nouveaux arrivants détourne l'attention des véritables enjeux structurels et affaiblit la cohésion sociale.



C'est dans cette perspective que le Réseau des carrefours jeunesse-emploi du Québec souhaite contribuer à la réflexion fédérale. Fort de près de 30 ans d'expérience terrain, d'un ancrage dans l'ensemble des régions du Québec et d'un accompagnement annuel auprès de plus de 150 000 jeunes, le RCJEQ propose des pistes concrètes pour moderniser les politiques publiques d'emploi et redonner aux jeunes les moyens de réussir leur transition vers l'emploi.

Rudy Humbert

Président-directeur general du RCJEQ



# Redonner aux jeunes les moyens de réussir leur transition vers l'emploi

## Le Réseau des carrefours jeunesse-emploi du Québec

### Le Réseau des CJE du Québec

Depuis près de 30 ans, Le Réseau des carrefours jeunesse-emploi du Québec regroupe, soutient et représente les carrefours jeunesse-emploi afin de développer, promouvoir et défendre — avec ses membres — des orientations adaptées aux besoins issus des communautés locales et régionales. Inspiré par la diversité du Québec, le RCJEQ est une véritable force mobilisatrice auprès de nombreux acteurs engagés pour la jeunesse.

Nous nous nourrissons d'une puissante ambition : que le Québec soit une référence à l'échelle mondiale dans le soutien continu des jeunes. Les jeunes adultes sont au cœur de nos préoccupations, et l'approche communautaire, le partenariat, la participation, la concertation et l'entraide sont les valeurs qui guident nos actions au quotidien.

Le RCJEQ entretient des liens étroits avec une grande diversité de partenaires gouvernementaux, institutionnels, communautaires, associatifs et privés.

Les 111 CJE implantés dans les 17 régions du Québec représentent un réseau de plus de 1700 intervenant·es qui accompagnent annuellement plus de 150 000 jeunes.

### Les Carrefours jeunesse-emploi

Les carrefours jeunesse-emploi (CJE) sont un vaste réseau d'organismes communautaires déployé sur l'ensemble du territoire québécois. Ils ont pour mission d'accompagner et de guider les jeunes adultes de 15 à 35 ans dans leurs démarches d'insertion sociale, citoyenne et économique, en les aidant dans leur cheminement vers l'emploi, vers un retour aux études ou dans le démarrage d'une petite entreprise ou d'un projet citoyen.

Ancrés dans leur réalité locale, les CJE offrent toute une gamme de services et de projets innovants adaptés aux besoins des jeunes, des entreprises et des collectivités. Les services et activités visent l'amélioration des conditions de vie générales des jeunes en tenant compte de leur globalité. Chaque sphère de la vie du jeune est prise en compte, et celui-ci est amené à se fixer des objectifs autant professionnels que personnels. C'est cette particularité qui fait le succès de l'intervention des CJE auprès des jeunes depuis 30 ans.

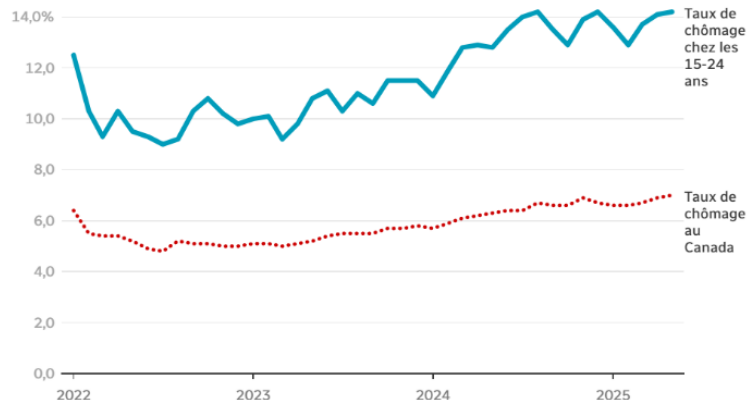
Les CJE s'avèrent incontournables dans leur milieu de vie, ils sont des carrefours centraux autour desquels gravitent de nombreux partenaires dans des secteurs aussi variés que l'éducation, la santé et les services sociaux, l'entrepreneuriat, l'emploi, le bénévolat et le volontariat.



## Une génération en première ligne de la précarité

Au moment où le Canada fait face à un ralentissement économique, à une hausse marquée de la précarité et à un marché du travail en profonde transformation, les jeunes sont parmi les premiers touchés. **Alors que le taux de chômage au pays a augmenté au cours de la dernière année, celui des jeunes a bondi de manière disproportionnée, atteignant des niveaux de récession.** La conjoncture actuelle — inflation persistante, accès au logement en crise, santé mentale fragilisée, démocratisation de l'intelligence artificielle, exigences croissantes en compétences — crée un contexte particulièrement dur pour la relève, alors que leurs conditions de vie se dégradent.

Taux de chômage chez les jeunes au Canada



Source: Statistique Canada



Leur santé mentale est fragilisée, alors qu'un jeune québécois sur quatre a eu des idées noires dans les dernières semaines<sup>i</sup>, que les trois quarts d'entre eux ont déjà vécu des périodes d'anxiété et que la moitié ont traversé une dépression<sup>ii</sup>. Plus écoanxieux que jamais, un jeune sur deux ne croit plus en l'avenir de l'humanité<sup>iii</sup>. Pendant ce temps, les listes d'attente pour obtenir du soutien psychologique d'un professionnel en santé mentale dans le réseau public continuent de s'allonger. Ces enjeux complexifient leurs démarches d'insertion socioprofessionnelles et accroissent leurs besoins d'accompagnement.

### La fin des certitudes.

% Total accord

Génération Z

Je me sens impuissant(e) face aux problèmes de la société

63%

Je vis davantage dans le moment présent, car l'avenir est plus incertain que jamais

61%

Je crois faire partie de la dernière génération à pouvoir vivre confortablement

42%

Je suis stressé(e) par les conséquences liées aux changements climatiques

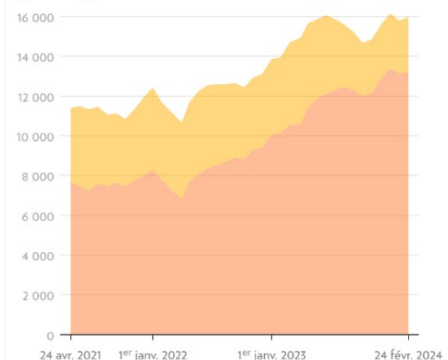
61%



Source : Étude jeunesse par Léger 2023

### Personnes en attente d'un service de première ligne en santé mentale

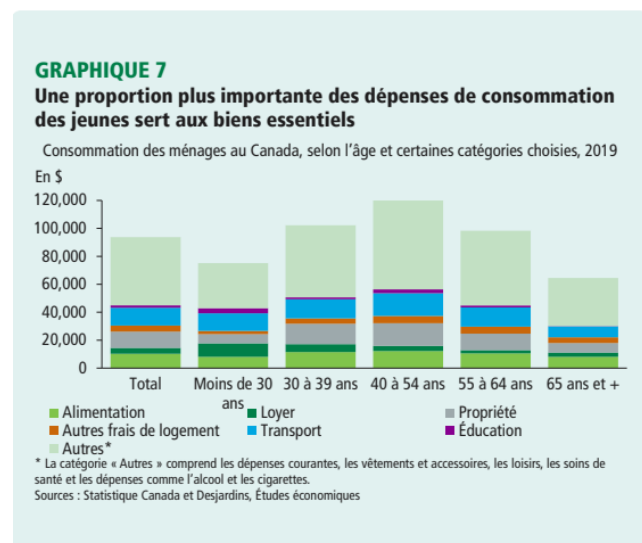
Adoles Adulés



Source : ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec

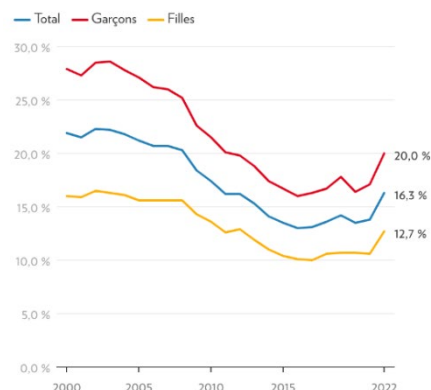


Parallèlement, l'inflation, l'insécurité alimentaire, la crise du logement, l'alourdissement de l'endettement étudiant, la faible progression des revenus, l'accroissement de la pauvreté et la hausse du chômage touchent les jeunes de manière disproportionnée, accroissant leurs difficultés à s'insérer pleinement et durablement sur le marché du travail. Plus vulnérables à la précarité d'emploi (postes temporaires, saisonniers, temps partiel involontaire, surqualification...), près de la moitié des jeunes vivent de paie en paie, et un sur quatre doit combiner plus d'un emploi pour subvenir à ses besoins<sup>ii</sup>. Les jeunes adultes sont les plus frappés par l'insécurité alimentaire : un sur deux en est au moins occasionnellement touché, et plus du quart des jeunes se retrouvent en insécurité sévère, un niveau alarmant<sup>iv</sup>.



Face à ces défis, la motivation scolaire chute. Après avoir connu une longue tendance à la baisse, le taux de décrochage scolaire a bondi dans les dernières années au Québec, tandis que 12 000 jeunes ont récemment délaissé les bancs d'école<sup>v</sup>. La proportion de jeunes qui travaillent pendant leurs études est en hausse, tout comme le nombre d'heures par semaine que ceux-ci consacrent à leur emploi, ce qui pose des enjeux de conciliation études-travail et accroît le risque de décrochage.

### Évolution du taux de sorties sans diplôme ni qualification au secondaire



Source : Institut de la statistique du Québec



	2016-2017	2022-2023
Moins de 11 h par semaine	76%	61% ↓
De 11 à 15 h par semaine	12%	20% ↑
16 h ou plus par semaine	12%	18% ↑

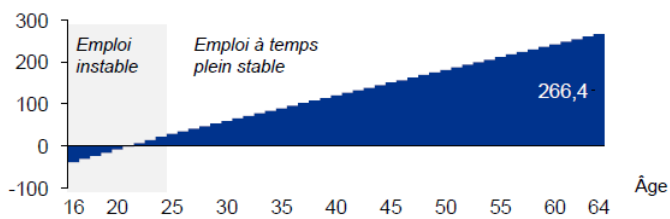


Soutenir les jeunes dans leur insertion socioprofessionnelle est un investissement crucial pour l'avenir de notre société. Les premières expériences de travail sont déterminantes pour la suite d'une carrière. Débuter sa vie professionnelle sur des bases fragiles entraîne des répercussions qui se font sentir sur le long terme : sous-emploi, retard salarial et professionnel, cycles de pauvreté, instabilité sociale... Ces inégalités initiales nuisent à leur épanouissement personnel et limitent leur pleine contribution à la société. Offrir un soutien adapté est crucial pour leur permettre de bâtir un avenir solide et d'assurer la prospérité collective pour les générations à venir.

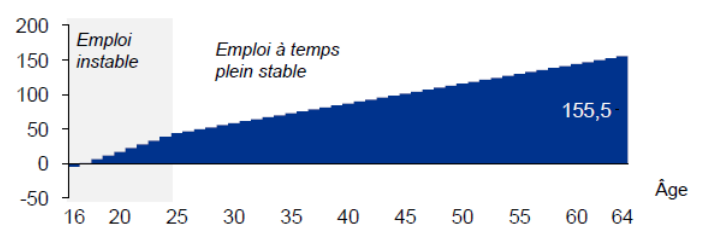
D'ailleurs, intervenir tôt auprès des jeunes est l'un des investissements les plus rentables pour le Canada. Une étude indépendante menée par KPMG<sup>vi</sup> démontre que :

- Un jeune décrocheur qui obtient son diplôme d'études secondaires grâce à l'accompagnement d'un CJE peut gagner **266 400 \$** de revenus additionnels au cours de sa vie active, tout en générant pour l'État un gain net de **155 500 \$** (recettes fiscales accrues et prestations non versées).
- Selon les estimations du ministère de l'Éducation du Québec, environ 11 000 jeunes décrochent du secondaire chaque année. À l'échelle d'une cohorte complète, cela représente **3,0 milliards de dollars (G\$) pour les jeunes et 1,7G\$ pour les finances publiques.**

Écart cumulatif de rémunération nette (k\$)



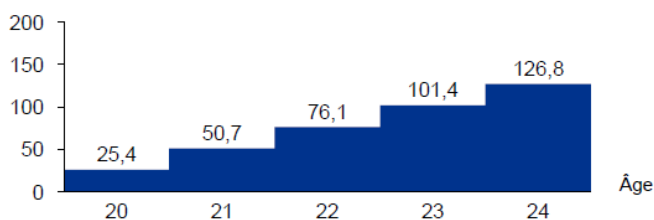
Écart fiscal cumulatif (k\$)



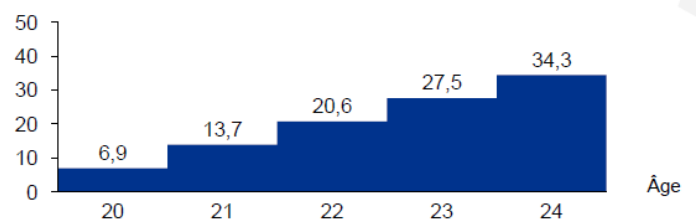
Sources: Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec, Revenu Québec, analyse KPMG

- Un jeune qui obtient un emploi à temps plein grâce à son CJE gagne **126 800 \$ de plus** sur 5 ans qu'en demeurant dans des emplois précaires à temps partiel, et génère **34 300\$** de plus en recettes fiscales.
- Quelque 15 000 jeunes québécois occupent actuellement un emploi à temps partiel de façon involontaire. Cela représente donc **un potentiel de 1,9 G\$ pour les jeunes et 0,5 G\$ pour l'État.**

Écart cumulatif de rémunération nette (k\$)



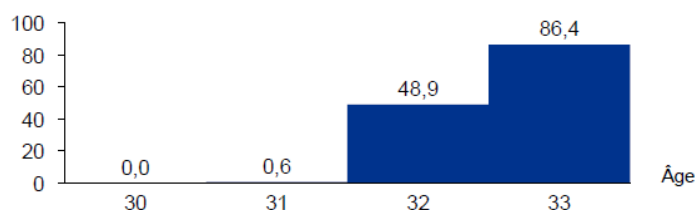
Écart fiscal cumulatif (k\$)



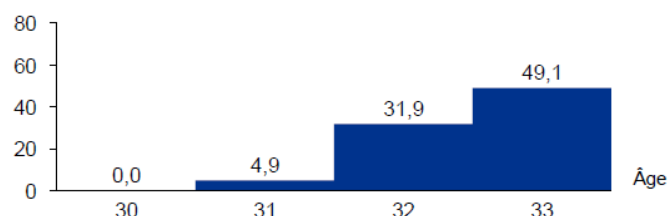
Sources: Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec, Revenu Québec, analyse KPMG

- L'accompagnement vers l'emploi d'un jeune sur l'aide sociale par son CJE réduisant de moitié le temps qu'il passe dans le programme peut générer des revenus nets plus élevés de **86 400\$**, représentant **49 100\$** de gains pour l'État en recettes fiscales et en prestations non versées.
- En avril 2025, on comptait 56 330 jeunes québécois de 35 ans et moins bénéficiaires du programme d'aide sociale. Au total : **un potentiel de 4,9 G\$ pour les jeunes et 2,8 G\$ pour les finances publiques.**

Écart cumulatif de rémunération nette (k\$)



Écart fiscal cumulatif (k\$)



Sources: Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec, Revenu Québec, analyse KPMG

Ces trois scénarios illustrent un **potentiel théorique dépassant 14 G\$ de richesse collective.**

## Un marché du travail en profonde transformation

Les jeunes sont fortement concentrés dans les secteurs du commerce de détail, des services d'hébergement, de restauration, de l'information, de la culture et des loisirs. Le contexte de guerre commerciale et d'incertitude affecte particulièrement ces secteurs sensibles aux fluctuations économiques, alors que les entreprises réduisent leurs embauches, réorganisent leurs horaires et misent sur la transition numérique<sup>vii</sup>.

D'ailleurs, la transition numérique et le développement de l'IA précarisent encore davantage l'emploi des jeunes, tandis que les postes d'entrée se font de plus en plus rares :

- Les jeunes de 15 à 24 ans, bien que ne représentant que 13 % de la main-d'œuvre active au Québec, constituent **le quart** de la main-d'œuvre vulnérable à l'automatisation<sup>viii</sup>.
- Un rapport produit par la CIBC en 2025 conclut que l'IA et l'automatisation contribuent à la hausse disproportionnée du chômage chez les jeunes Canadiens, qui vivent plus de difficultés dans les secteurs fortement exposés à l'IA ainsi que dans ceux où ces outils remplacent les tâches humaines au lieu de les compléter, comme le commerce de détail et les services professionnels<sup>ix</sup>.
- Une récente analyse menée par Randstad démontre que les affichages de postes d'entrée ont chuté de **29%** depuis janvier 2024 à l'échelle mondiale, tandis que les opportunités ont crû ou sont restées identiques pour les travailleurs seniors<sup>x</sup>.
- Deux récentes analyses américaines montrent que le taux d'employés juniors a chuté de **9 %** dans les entreprises ayant implanté des systèmes d'IA<sup>xi</sup>, et les emplois occupés par des



travailleurs en début de carrière (22-25 ans) dans les professions les plus exposées à l'IA ont reculé de **16 %** depuis 2022<sup>xii</sup>.

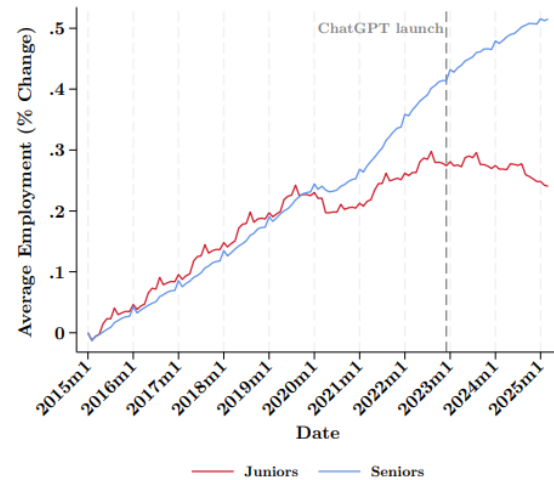
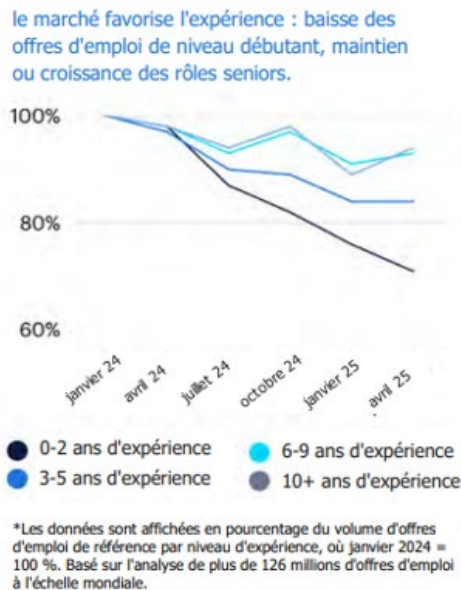


Figure 1: Log Average Employment of Junior and Senior in Sample Firms

© randstad

Dans ce contexte, l'obtention de qualifications et de compétences transversales, sur lesquelles miser en cas de nécessité de reconversion, s'avère d'autant plus crucial. D'ailleurs, les emplois disponibles requièrent de plus en plus des compétences spécialisées :

- Entre la fin 2021 et la fin 2024, les postes faiblement qualifiés ont été à l'origine de 77% de la baisse des postes vacants au Québec<sup>xiii</sup>.
- Pas moins de 93% des emplois qui seront créés au cours de la décennie dans la province seront hautement qualifiés<sup>xiv</sup>.
- À la fin de 2025, on comptait deux fois plus de chômeurs sans diplôme que d'emplois disponibles ne requérant pas de scolarité<sup>xv</sup>.



## Des lacunes importantes dans les mesures de soutien

Au Québec, une part significative des fonds fédéraux destinés à l'emploi des jeunes transite par les ententes bilatérales, notamment l'Entente sur le développement du marché du travail. Or, si le financement est en partie fédéral, les modalités d'application relèvent largement de l'administration québécoise.

Cette architecture crée un décalage important entre les priorités fédérales, notamment en matière de jeunesse, et les règles opérationnelles imposées sur le terrain, réduisant considérablement la portée réelle des investissements auprès des jeunes.

### Revenus 2023-2024 du volet « Intervention » du FDMT

SOURCES	2023-2024	PROVENANCE
Entente sur le développement du marché du travail (EDMT) et bonifications	640,7\$	Gouv. Fédéral 68%
Entente sur le développement de la main-d'œuvre (EDMO) et bonifications	184,3 M\$	
Stratégie emploi compétences jeunesse (SECJ) du gouvernement fédéral	16,3 M\$	
Fonds d'intégration des personnes handicapées (FIPH) du gouvernement fédéral	7,2 M\$	
Programme de reconnaissance des titres de compétences étrangers (PRTCE)	1 M\$	
<b>Total – revenus provenant du gouvernement fédéral</b>	<b>849,5 M\$</b>	
Crédits du Québec	214,5 M\$	Gouv. du Québec 32%
Entente MIFI-MTESS, revenus de placement (PRIIME) et divers	28,4 M\$	
Recours au surplus cumulé du FDMT	118,2 M\$	
<b>Total –revenus du gouvernement du Québec</b>	<b>402,4 M\$</b>	
<b>FDMT volet « Intervention » - TOTAL des REVENUS</b>	<b>1 251,9 M\$</b>	

- **Accès restreint** : critères d'admissibilité trop rigides, délais d'attente et manque de ressources privent plusieurs jeunes d'un accompagnement essentiel. Cette rigidité au niveau de l'admissibilité compromet la capacité de nos services publics d'emploi de rejoindre les personnes qui pourraient en bénéficier, notamment les jeunes en situation de sous-emploi (emploi précaire, temps partiel involontaire, surqualifiés...).



Parmi les profils de jeunes exclus, on retrouve des :

- **Jeunes nouvellement arrivés ou au statut migratoire précaire, tous aux prises avec des défis d'intégration majeurs** (barrières linguistiques, choc culturel, accès au logement, défis financiers, santé mentale...) : Travailleurs étrangers temporaires parfois coincés dans des emplois toxiques; demandeurs d'asile sur l'aide sociale, souvent chefs de famille; étudiants internationaux cherchant un emploi de subsistance.
- **Jeunes faiblement scolarisés** précaires, saisonniers ou dont le lien d'emploi est menacé, qui n'entrent pas dans les mesures parce qu'ils travaillent déjà.
- **Jeunes diplômés surqualifiés ou en situation de sous-emploi** n'ayant pas réussi à trouver un emploi dans leur domaine et qui travaillent dans un emploi de survie.
- **Jeunes aux études présentant divers défis (santé mentale, handicaps, immigration récente, parentalité...)**, à temps plein ou à temps partiel, cherchant un emploi de subsistance ou une première expérience significative adaptée à la conciliation études-travail.
- **Jeunes mères monoparentales** en lien d'emploi dont la situation familiale devient incompatible avec l'emploi (ex: horaires qui ne correspondent pas à ceux de la garderie).
- **Jeunes victimes de harcèlement ou de discrimination au travail** pris dans un emploi toxique mais non admissibles à un accompagnement de transition s'ils sont techniquement encore en emploi.
- **Jeunes en arrêt de travail ou en transition professionnelle forcée** (maladie, épuisement professionnel...) qui ne peuvent retourner dans leur emploi pour raisons de santé ou des conditions de travail.
- **Jeunes en situation de grande précarité, d'exclusion sociale ou d'itinérance** n'ayant pas accès à leurs papiers d'identité ou leur NAS.

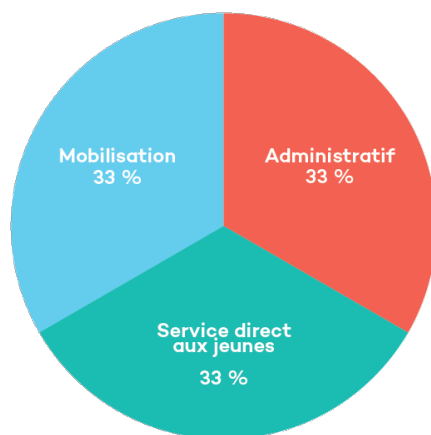
➤ [Pour consulter des portraits issus de cas réels des CJE](#)

Dans les dernières années, les CJE ont constaté un resserrement important des critères d'admissibilité par Services Québec. Par ailleurs, on observe de grandes disparités entre les régions et les points de service en ce qui concerne l'admissibilité aux services : selon son code postal, un jeune pourrait se voir refuser l'accès aux services, tandis qu'il aurait pu y être admissible ailleurs au Québec.

- **Désalignement face aux priorités** : alors qu'il faudrait miser sur la formation et le rehaussement des compétences, les services publics d'emploi privilégient le retour rapide en emploi au détriment du retour aux études et excluent souvent les jeunes en sous-emploi, tandis les services d'accompagnement vers le retour aux études ont subi d'importantes coupures dans les dernières années.
- **Manque de flexibilité** : parcours standardisés et mesures trop courtes en raison des modalités des programmes québécois qui ne correspondent pas aux réalités des jeunes en situation de précarité.

- **Lourdeurs administratives** : procédures complexes, largement attribuable aux exigences du gouvernement québécois, qui découragent les jeunes et détournent les CJE de leur mission d'accompagnement. Les tâches administratives (attribuables notamment à la reddition de comptes, à la justification détaillée de l'admissibilité des participants et à la gestion de multiples enveloppes cloisonnées) représentent jusqu'à un tiers du temps de travail des intervenants dans les CJE. Ce temps est soustrait directement à l'accompagnement des jeunes.

Répartition des sommes allouées



- **Disparition des spécificités jeunesse** : arrêt de mesures spécifiques pour les jeunes (Service Spécialisé Jeunes, projets pour les jeunes NEEF) et retranchement de moitié du financement des services d'orientation, des mesures de formation des projets Jeunes en mouvement vers l'emploi.
- **Manque de prévisibilité** : manque de prévisibilité associé aux ententes annuelles qui complique la planification et fragilise la stabilité et la continuité des services.



# Recommandations : des gestes concrets pour transformer l'avenir du Canada

## Les principales priorités d'action

- S'appuyer et investir dans des réseaux ancrés dans les communautés, tels les CJE, et **renforcer ces services de proximité**.
- Travailler avec le palier provincial pour **établir des modalités de financement qui maximisent l'impact** des sommes auprès des jeunes :
  - En leur accordant plus de latitude pour innover et de flexibilité afin d'adapter leurs interventions aux profils complexes et non linéaires des jeunes, notamment par des critères d'accompagnement et de reddition de compte souples ;
  - En réduisant au minimum les lourdeurs bureaucratiques, pour que l'argent serve d'abord à l'accompagnement auprès des jeunes et non aux structures administratives.
- **Réserver une enveloppe budgétaire protégée, identifiée et dédiée pour les jeunes** dans les fonds transférés aux provinces afin de soutenir des mesures d'accompagnement ciblées, adaptées aux réalités et besoins spécifiques de cette clientèle et d'éviter qu'elle ne soit systématiquement reléguée au second plan en période de tension budgétaire.
- **Revaloriser et réinvestir** dans les mesures visant l'accompagnement des jeunes vers la **formation et la requalification**, notamment en matière de compétences numériques et vertes :
  - Investir dans les services d'orientation professionnelle, les mesures de formation et les modèles de type École au Carrefour qui réintègrent les jeunes en rupture scolaire;
  - Bonifier les incitatifs au retour aux études;
  - Reconnaître les acquis des jeunes dans des parcours atypiques.
- **Sécuriser les parcours d'insertion** :
  - Rendre le retour au travail plus attractif par une révision des exemptions de revenus et le maintien temporaire de certains droits ou couvertures;
  - Moderniser le régime actuel d'assurance-emploi, qui demeure largement inadapté aux réalités des jeunes (emplois temporaires, saisonniers ou atypiques), et les exclue trop souvent de la couverture faute d'heures assurables. Une modernisation ciblée est essentielle pour éviter que des milliers de jeunes basculent hors des filets de sécurité au moment même où ils en ont le plus besoin.



- Favoriser l'**innovation** et la **participation** :
  - Multiplier les projets pilotes et les approches innovantes en employabilité;
  - Reconnaître la participation sociale comme levier de mise en mouvement vers l'emploi;
  - Appuyer les initiatives d'entrepreneuriat et de repreneuriat jeunesse.

## Maximiser l'impact des investissements au Québec

- Selon le rapport indépendant réalisé par KPMG sur la contribution socioéconomique des Carrefours jeunesse-emploi, trois recommandations prioritaires sont formulées à l'intention du gouvernement afin de renforcer l'efficacité et la portée des services offerts aux jeunes :

### Pour le gouvernement:

01

Centraliser les enveloppes de financement sous la responsabilité d'un seul ministère afin de simplifier et d'**alléger les exigences administratives** liées à la reddition de comptes, et pour permettre aux CJE de concentrer leurs efforts sur leur mission principale. **Assurer un financement stable et pluriannuel, indexé au coût de la vie.**

02

Veiller à ce que la structure des ententes de financement gouvernementales garantisse un accès universel aux services, pour tous les jeunes, sans égard aux particularités de leur situation personnelle. Selon le RCJEQ, cet accès universel pourrait être atteint à l'intérieur de l'enveloppe budgétaire existante suivant l'allègement des exigences administratives qui permettrait aux CJE de concentrer leurs efforts sur les services aux jeunes plutôt qu'aux tâches administratives (voir piste précédente).

03

Veiller à ce que les mesures publiques d'aide à l'emploi garantissent un **accompagnement personnalisé et adapté aux besoins spécifiques des jeunes.**

- Concrètement, pour le Québec, **appuyer le transfert des crédits sous l'égide de Services Québec vers le Secrétariat à l'action communautaire et aux initiatives sociales (SACAIS)**, notamment ceux de l'entente sur le développement de la main-d'œuvre (EDMO) et de la Stratégie emploi et compétences jeunesse (SECJ) récemment bonifiée, pour répondre avec souplesse aux besoins.
- Alternativement, **appuyer l'utilisation des crédits fédéraux pour la création d'une nouvelle mesure dédiée aux jeunes** dans le panier de services publics d'emploi québécois, le groupe J. Cette nouvelle mesure permettrait de rétablir une porte d'entrée claire et inclusive pour les moins de 35 ans — qu'ils soient sans emploi, en sous-emploi, en transition forcée, nouvellement arrivés ou confrontés à des obstacles personnels. Elle offrirait un accompagnement intensif, flexible et personnalisé, capable de répondre aux parcours de vie complexes et aux transitions multiples que vivent les jeunes. Cette approche pourrait servir de laboratoire d'innovation sociale pour l'ensemble du pays, dans un contexte où toutes les provinces sont confrontées à la montée du chômage des jeunes.



## Conclusion

Le chômage des jeunes n'est ni un phénomène passager ni un enjeu sectoriel. Il constitue l'un des signaux les plus préoccupants des limites actuelles de nos politiques publiques face aux transformations profondes du marché du travail et à la montée des vulnérabilités sociales. Derrière les indicateurs économiques se dessine un risque majeur pour le Canada : celui de voir une génération entière entrer durablement dans la précarité, avec des répercussions à long terme sur la productivité, la cohésion sociale et la confiance envers les institutions.

Le constat est clair. La hausse du chômage des jeunes se conjugue à une explosion des besoins psychosociaux, à l'aggravation de la pauvreté, à la crise du logement et à une fragilisation marquée de la santé mentale. Ces réalités sont indissociables. Continuer à les traiter en silos revient à affaiblir l'efficacité des interventions publiques et à multiplier les angles morts. Répondre au chômage des jeunes exige désormais une approche intégrée, qui articule emploi, formation, accompagnement social et sécurisation des parcours.

Dans ce contexte, le gouvernement fédéral a un rôle structurant à jouer. Si la mise en œuvre des politiques d'emploi relève en grande partie des provinces, les orientations, les balises et les investissements fédéraux demeurent déterminants. Sans un arrimage clair, cohérent et assumé entre les deux paliers de gouvernement, les fonds publics risquent de perdre une partie importante de leur portée sur le terrain. À l'inverse, une collaboration renforcée et mieux alignée permettrait de maximiser l'impact des investissements, d'éviter la fragmentation des services et de répondre plus adéquatement aux réalités complexes vécues par les jeunes.

Les Carrefours jeunesse-emploi illustrent concrètement ce potentiel. Ancrés dans les communautés, capables d'intervenir de façon globale et personnalisée, ils démontrent qu'il est possible de concilier efficacité économique, inclusion sociale et accompagnement humain. Les données le confirment : investir tôt et adéquatement dans les jeunes génère des retombées majeures pour les finances publiques et pour l'ensemble de la société.

Au-delà des impacts économiques, l'enjeu est également social et démocratique. L'inaction face au chômage et à la précarité des jeunes alimente un sentiment de déclassement, fragilise le lien de confiance envers les institutions et accentue les tensions intergénérationnelles. Dans ce contexte, certains discours simplistes tendent à opposer les jeunes aux nouveaux arrivants, alors que ces derniers ne sont pas la cause du chômage jeunesse, mais bien des alliés essentiels au dynamisme économique et démographique du pays. Laisser s'installer ces perceptions erronées comporte un risque réel de polarisation sociale.

À l'heure où le Canada investit massivement dans des secteurs stratégiques pour son avenir économique, il est impératif de reconnaître que ces ambitions ne pourront se réaliser sans un investissement tout aussi déterminé dans les parcours des jeunes. Faire de la jeunesse une priorité transversale, soutenue par un arrimage solide entre Ottawa et Québec, n'est pas un choix idéologique. C'est un choix stratégique, responsable et nécessaire.

Investir dans les jeunes, c'est investir dans la résilience économique du pays, dans la cohésion sociale et dans la capacité collective du Canada à se projeter vers l'avenir sans laisser une génération derrière.





## Rédaction

Filiatrault Sarah, Conseillère volet Employabilité, Réseau des carrefours jeunesse-emploi du Québec

Humbert Rudy, Président-directeur général, Réseau des carrefours jeunesse emploi du Québec

## Références

<sup>i</sup>Généreux, M., Bergeron, J., Bourassa, L., Brisson Sylvestre, M.-P., Fafard, A.-C. et Melançon, M.-È. (2023). *Enquête sur la santé psychologique des 12 à 25 ans*. Direction de santé publique de l'Estrie. [https://reussirestrie.ca/wp-content/uploads/2023/05/RAPPORT\\_mai\\_2023\\_vf.pdf](https://reussirestrie.ca/wp-content/uploads/2023/05/RAPPORT_mai_2023_vf.pdf)

<sup>ii</sup>Léger. (2025). *Étude NextGen 2025*. <https://leger360.com/fr/etude-nextgen/>

<sup>iii</sup>Legault, J.-B. (2023, 20 mars). *Les jeunes Canadiens seraient plus écoanxieux que jamais*. Le Devoir. <https://www.ledevoir.com/actualites/societe/785967/environnement-les-jeunes-canadiens-seraient-plus-ecoanxieux-que-jamais>

<sup>iv</sup>Léger. (2025, 1 décembre). *Sondage auprès de la population québécoise [Rapport]*. La 25<sup>e</sup> guignolée des médias. <https://cdn.ca.yapla.com/company/CPYNFnbfAx42fDciBH3JInUB/asset/files/Salle%20de%20presse/10014025-Rapport%20La%20guignol%C3%A9e%20des%20m%C3%A9dias%202025.pdf>

<sup>v</sup>Dion-Viens, D. (2025, 4 mars). *La pandémie 5 ans plus tard : plus de 12 000 jeunes ont décroché pendant la crise sanitaire*. Journal de Québec. <https://www.journaldequebec.com/2025/04/01/plus-de-12-000-jeunes-ont-decroche-pendant-la-pandemie>

<sup>vi</sup>KPMG. (2025). *Carrefours JEunesse : Contribution socio-économique, défis et pistes de réflexion*. [https://mcusercontent.com/057ac8e7f977115ad992d0dee/files/e7babafc-08cc-e163-4776-a4235593fe6d/2025.10.17\\_RCJEQ\\_Rapport\\_final.pdf](https://mcusercontent.com/057ac8e7f977115ad992d0dee/files/e7babafc-08cc-e163-4776-a4235593fe6d/2025.10.17_RCJEQ_Rapport_final.pdf)

<sup>vii</sup>Moisan, A. (2025, 21 juin). *De nombreux jeunes toujours sans emploi d'été à l'aube des vacances*. Journal de Montréal. <https://www.journaldemontreal.com/2025/06/21/de-nombreux-jeunes-toujours-sans-emploi-dete-a-laube-des-vacances>

<sup>viii</sup>Institut du Québec. (2025). *Répercussions de l'automatisation et de l'IA sur la main-d'œuvre au Québec: Quels sont les travailleurs et travailleuses les plus vulnérables ?* <https://institutduquebec.ca/content/publications/repercussions-de-l-automatisation-et-de-l-ia-sur-la-main-d-oeuvre-au-quebec/idq-202501-ia.pdf>

<sup>ix</sup>Grantham, A. (2025). *No to Being Young Again; The Struggles of Canadian Youth Employment*. CIBC Rapports économiques. <https://cibccm.com/en/insights/articles/no-to-being-young-again-the-struggles-of-canadian-youth-employment/>

<sup>x</sup>Randstad. (2025). *The Gen Z Workplace Blueprint*. <https://www.randstadenterprise.com/insights/white-paper-and-report/randstad-2025-gen-z-report/>

<sup>xi</sup>Hosseini Maasoum, S. M. et Lichtinger, G. (2025). *Generative AI as seniority-biased technological change:*





*Evidence from U.S Résumé and Job Posting Data.* SSRN.

[https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract\\_id=5425555](https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=5425555)

<sup>xii</sup>Brynjolfsson, E., Chandar, B. et Chen, R. (2025, 13 novembre). *Canaries in the Coal Mine? Six Facts about the Recent Employment Effects of Artificial Intelligence.* Stanford Digital Economy Lab.

[https://digitaleconomy.stanford.edu/wp-content/uploads/2025/11/CanariesintheCoalMine\\_Nov25.pdf](https://digitaleconomy.stanford.edu/wp-content/uploads/2025/11/CanariesintheCoalMine_Nov25.pdf)

<sup>xiii</sup>Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. (2025). *Bulletin des postes vacants au Québec, 4e trimestre de 2024.* Gouvernement du Québec. [https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/emploi-solidarite-sociale/publications-adm/imt/bulletins-postes-vacants/00-ensemble-quebec/2024/BUL\\_IMT\\_00\\_MULTI\\_2024\\_Trimestre4.pdf](https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/emploi-solidarite-sociale/publications-adm/imt/bulletins-postes-vacants/00-ensemble-quebec/2024/BUL_IMT_00_MULTI_2024_Trimestre4.pdf)

<sup>xiv</sup>Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. (2024). *Bulletin du marché du travail au Québec : Deuxième trimestre de 2024.* Gouvernement du Québec. [https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/emploi-solidarite-sociale/publications-adm/imt/bulletins-trimestriels/00-ensemble-quebec/2024/BI\\_Bulletin\\_Marche\\_Travail\\_MESS\\_T2\\_2024.pdf](https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/emploi-solidarite-sociale/publications-adm/imt/bulletins-trimestriels/00-ensemble-quebec/2024/BI_Bulletin_Marche_Travail_MESS_T2_2024.pdf)

<sup>xv</sup>Descôteaux, D. (2025, 20 décembre). *Deux fois plus de chômeurs sans diplôme que d'emplois disponibles.* Le Journal de Québec. <https://www.journaldequebec.com/2025/12/20/deux-fois-plus-de-chomeurs-sans-diplome-que-demplois-disponibles>



---

5337, boul. Saint-Laurent, bureau 350  
Montréal (Québec) H2T 1S5  
T 514 393-9155 F 514 393-9108

[RCJEQ.org](http://RCJEQ.org)

---



RÉSEAU  
DES CARREFOURS  
JEUNESSE-EMPLOI  
DU QUÉBEC

